

## Déclaration de Berlin

A l'occasion du cinquantième anniversaire de la signature des traités de Rome, les présidents du Conseil européen, du Parlement européen et de la Commission ont signé, le 25 mars dernier, la Déclaration de Berlin. Cette déclaration conclut que "Grâce à l'unification européenne, le rêve des générations précédentes est devenu réalité. Notre histoire nous commande de préserver cette chance pour les générations futures. Il nous faut pour cela toujours adapter la construction politique de l'Europe aux réalités nouvelles. C'est pour cette raison qu'aujourd'hui, cinquante ans après la signature des traités de Rome, nous partageons l'objectif d'asseoir l'Union européenne sur des bases communes renouvées d'ici les élections au Parlement européen de 2009."

La présidente du Conseil, Angela Merkel, espère arriver à des décisions lors du Conseil européen de juin qui permettrait l'ouverture au deuxième semestre 2007 d'une conférence intergouvernementale chargée de proposer une réforme des traités européens.

## Services sociaux d'intérêt général

Le Parlement européen a adopté, le 14 mars dernier, le rapport de Joël Hasse Ferreira (PSE, Portugal) sur les services sociaux d'intérêt général.

Après avoir rappelé, notamment, le rôle des SSIG dans le modèle social européen, la cohésion économique sociale et territoriale, et pour la stratégie de Lisbonne, que "les SSIG ne peuvent être considérés comme une charge pour les pouvoirs publics", que les services sociaux "doivent être considérés comme une catégorie spécifique de services à part entière" et que "les services de santé sont aussi des SSIG", le rapport considère, en particulier, que : la communication de la Commission [...] ne donne pas d'éclaircissements suffisants sur la classification et la définition des SSIG" (1); les critères d'organisation proposés pour caractériser les SSIG "ne peuvent être acceptés que de manière provisoire et indicative" (4); est "erronée une approche des SSIG qui juxtapose, d'une part, les normes relatives à la concurrence, aux aides publiques et au marché, et, d'autre part, les concepts de service public et de cohésion sociale" (5); "c'est la défense de l'intérêt général, élément caractéristique et primordial des SSIG, qui devrait prévaloir en cas de conflit" (7); "note avec préoccupation les tentatives d'appliquer à certains SSIG une réglementation et des principes propres aux services et aux services d'intérêt économique général" (8); "le processus de consultation publique [en cours] devrait être achevé d'ici à la mi-2007" (9). Le rapport "demande à la Commission et aux Etats membres d'associer dans une plus large mesure, les partenaires sociaux" (15) et "recommande la convocation d'un forum, sous les auspices du Parlement, réunissant des organisations sociales européennes et des représentants du Conseil et de la Commission, qui puisse accompagner le pilotage de ce processus" (17).

Fruit d'un compromis entre les principales forces du Parlement, ce rapport ne met pas l'accent sur des mesures législatives précises. Il demande à la Commission "d'élaborer une décision précisant les modalités de suivi de ce processus et d'identifier la meilleure approche à mettre en oeuvre en tenant notamment compte du besoin et de la légitimité d'une proposition législative sectorielle" (9). .../...

## Declaration of Berlin

During the occasion of the fiftieth anniversary of the signature of the Treaties of Rome, the presidents of the European Council, the European Parliament and Commission signed the Declaration of Berlin, on 25<sup>th</sup> March. In its conclusion the declaration states that "With the European unification a dream of earlier generations has become a reality. Our history reminds us that we must protect this for the good of future generations. For that reason we must always renew the political shape of Europe in keeping with the times. That is why today, 50 years after the signing of the Treaties of Rome, we are united in our aim of placing the European Union on a renewed common basis before the European Parliament elections in 2009."

The president of the Council, Angela Merkel, hopes to have certain decisions taken during the European Council of June which would pave way for the opening, in the second semester of 2007, of an intergovernmental conference assigned the task of proposing a reform of European treaties.

## Social services of general interest

On 14<sup>th</sup> March the European Parliament adopted the report by Joel Hasse Ferreira (PSE, Portugal) on social services of general interest.

Having recalled, especially, as regards the role of the SSGI in the European social model, in economic, social and territorial cohesion and for the strategy of Lisbon, that "SSGI should not be regarded as a burden on public authorities", that social services "must be regarded as a separate and specific category of services" and that "health services are also SSGI", the report deems, in particular, that: the Commission's communication [...] does not provide sufficient clarification about the classification and the definition of SSGIs" (1); the proposed organisational criteria set out to distinguish features of SSGI, cannot be accepted as such except on a provisional and indicative basis only" (4); as regards the SSGI "an approach to SSGI which associates, on the one hand, competition standards to public aid and to the market and, on the other hand, concepts of the public service, general interest and social cohesion, is a false one" (5); "where conflict arises, priority should be given to the defence of the general interest, a characteristic and essential element of SSGI" (7); "notes with concern, in this connection, recent attempts to apply to certain SSGI, rules and principles appropriate to services and services of general economic interest" (8); "the public consultation process [in progress] should be completed by mid-2007" (9). The report "calls on the Commission and Member States to involve social partners to the greatest extent" (15) and "recommends the convocation of a forum, under the auspices of the European Parliament, which would bring together European social organisations and representatives of the Council and the Commission to lead the way this process is handled" (17).

As an outcome of a compromise between the principal forces within the Parliament, this report does not insist on precise legislative provisions. It calls on the Commission "to formulate a decision on how to follow up this process and identify the best approach to be taken, including considering the need and legitimacy of a sector-specific legislative proposal" (9). .../...

De son côté, le Comité économique et social européen a adopté le 15 mars son avis sur les SSIG, dans lequel il demande en particulier de "définir au niveau communautaire des références communes en matière de services d'intérêt général, les normes communes que l'on devra retrouver pour tous les services d'intérêt général (économiques et non économiques), y compris les services sociaux d'intérêt général, à retenir dans une directive-cadre, adoptée en codécision, susceptible d'établir un encadrement communautaire adapté à leurs spécificités".

[http://eescopinions.eesc.europa.eu:80/EESCopinionDocument.aspx?identifiant=ces\ten\ten253\ces426-2007\\_ac.doc&language=FR](http://eescopinions.eesc.europa.eu:80/EESCopinionDocument.aspx?identifiant=ces\ten\ten253\ces426-2007_ac.doc&language=FR)

---

## Services d'intérêt général

La communication de la Commission sur les suites à donner au Livre blanc sur les services d'intérêt général a de nouveau été repoussée.

---

## Transports urbains propres

La consultation publique lancée par la Commission le 26 février dernier, sur la manière dont l'Union peut contribuer à améliorer les transports et la mobilité dans les zones urbaines sera close le 30 avril prochain. Questionnaire en ligne sur

[http://ec.europa.eu/transport/clean/green\\_paper\\_urban\\_transport/public\\_consultation\\_en.htm](http://ec.europa.eu/transport/clean/green_paper_urban_transport/public_consultation_en.htm)

---

## Télécoms : appels internationaux

Le BEUC (Bureau européen des unions de consommateurs) a rendu public le 19 février dernier les résultats d'une étude sur le coût facturé par les opérateurs de télécoms pour des appels internationaux depuis les téléphones mobiles. Aux termes de cette étude, le BEUC affirme que personne ne devrait payer plus de 33 centimes par minute et que cela ne remettrait en cause ni les bénéfices des opérateurs ni leurs capacités d'investissement.

<http://docshare.beuc.org/docs/1/EFGLDEBCHHOJGCENMOIGMFFPDB39DBYTY9DW3F71KM/BEUC/docs/DLS/2007-00172-01-F.pdf>

---

## Cour de justice

**Prestation vieillesse :** Dans un arrêt C-278/05 du 25 janvier 2007, la Cour dit que le financement des droits acquis à des prestations de vieillesse ne doit pas forcément être assuré par les Etats membres eux-mêmes ni être intégral en cas d'insolvabilité de l'employeur. Cependant, la Cour, estime que le système britannique n'est pas conforme au droit communautaire.

Selon la Cour, la directive 80/987/CEE du 20 octobre 1980 relative à la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur confère une large marge d'appréciation aux Etats membres en ce qui concerne le niveau de protection et ne peut pas être interprétée comme exigeant une garantie intégrale des droits en cause. Néanmoins, le système britannique qui permet, dans certains cas, d'aboutir à des prestations limitées à 20 ou 49% de celles escomptées ne peut être considéré comme répondant à la définition du terme "protéger" utilisé à l'article 8 de la directive et n'est donc pas conforme au droit communautaire.

On its part, the European Social and Economic Committee adopted, on 15<sup>th</sup> March, its opinion on SSGI, in which it asks, in particular, "to define, at the community level, common references as regards services of general interest, common standards that will be applicable in all services of general interest (economic and non-economic), including social services of general interest, which are to be clearly indicated in a framework directive, adopted in codecision, likely to setup a Community framing adapted to their specificities".

[http://eescopinions.eesc.europa.eu:80/EESCopinionDocument.aspx?identifiant=ces\ten\ten253\ces426-2007\\_ac.doc&language=EN](http://eescopinions.eesc.europa.eu:80/EESCopinionDocument.aspx?identifiant=ces\ten\ten253\ces426-2007_ac.doc&language=EN)

---

## Services of general interest

The publication of the Commission communication on the follow-up to the White Paper on services of general interest has once again been delayed.

---

## Clean urban transport

The public consultation launched by the Commission on 26<sup>th</sup> February, regarding ways in which the Union could contribute to the improvement of transports and mobility in the urban areas will be closed on 30<sup>th</sup> April 2007. The on line questionnaire is available at

[http://ec.europa.eu/transport/clean/green\\_paper\\_urban\\_transport/public\\_consultation\\_en.htm](http://ec.europa.eu/transport/clean/green_paper_urban_transport/public_consultation_en.htm)

---

## Telecoms: international calls

The BEUC (The European Consumers' Organisation) on 19<sup>th</sup> February published its latest results from a study on the amount of charges collected by telecoms operators for international calls made from mobile telephones. Based on this study, the BEUC asserts that nobody should pay more than 33 centimes per minute and that such a limit would affect neither the profits of the operators nor their capacity to invest.

<http://docshare.beuc.org/docs/1/EFGLDEBCHHOJGCENMOIGMFFPDB39DBYTY9DW3F71KM/BEUC/docs/DLS/2007-00172-01-F.pdf>

---

## The Court of Justice

**Old age benefits:** In a Court's decision number C-278/05 of 25<sup>th</sup> January, 2007, the Court says that in the event of the insolvency of the employer, the accrued old age benefits need not necessarily be funded by the Member States themselves nor be funded in full. However, the Court, considers that the British system is not in conformity with the Community legislation.

According to the Court, directive 80/987/CEE of 20<sup>th</sup> October 1980, regarding the protection of salary workers in the event of the insolvency of the employer, leaves some latitude to Member States with regard to the level of protection and cannot be interpreted as requiring full guarantee of the rights in question. Nevertheless, the British system which makes it possible, in certain cases, to a guarantee benefits limited to 20 or 49% of the expected entitlement, cannot be considered to fall within the definition of the word 'protect' as used in article 8 of the directive. and is thus not in conformity with the Community legislation.

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> [www.celsig.org](http://www.celsig.org) Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.